

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1959>



# Adrien Martinez : question climatique et inégalités

- Syndicats Nationaux - SNUipp-FSU - Conseils Nationaux - CN 2015-2016 - Conseil national du 22 et 23 septembre 2015 -



Date de mise en ligne : vendredi 25 septembre 2015

---

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

---

Sur la question climatique, c'est vrai aussi. Il y a conflit. Il y a affrontement.

Dans moins de trois mois, à Paris, se tiendra la COP 21, Le 21<sup>ème</sup> sommet international sur le dérèglement climatique qui réunira les gouvernements de l'ensemble des pays.

Dans moins de trois mois, à Paris et juste à côté, auront lieu, à l'appel de la coalition climat, mobilisations, manifestations, débats pour porter la nécessité d'une justice climatique et de véritables solutions face au changement climatique.

Il y a affrontement donc.

Car, face à la question climatique, comme face à bien d'autres questions, la répartition des richesses, les politiques d'austérité, les salaires, nous sommes pris dans un système d'inégalités.

Inégalités entre pays du nord et pays du sud. L'empreinte écologique moyenne des pays de la zone euro est plus de deux fois supérieure à la moyenne mondiale. Près de 5 fois celle de la moyenne des pays africain. Mais cette comparaison cache des inégalités au sein même des pays du nord. Une étude de 2008 menée au Canada, pays du Nord s'il en est, met en évidence que l'impact environnemental des 10 % les plus riches est 2,5 fois plus importants que celui des 10 % les plus pauvres.

Autre élément : Une étude scientifique publiée en janvier 2014 dans la revue Climatic Change pointe le fait qu'à l'échelle mondiale, 90 entreprises sont à l'origine des deux tiers des émissions de gaz à effet de serre.

Il y a crime climatique et ce crime profite. Aux plus riches. Par leur mode de vie. Et par la captation de richesses à laquelle ils s'adonnent.

Il y a crime climatique et il y a donc des morts. Et ce sont d'abord les plus pauvres.

L'impact des dérèglements climatiques touchent d'abord les pays du sud. Plus de 300 000 morts aujourd'hui. Près de 100 millions à l'échelle 2030. Et le nombre déplacés climatiques en 2014 a surpassé celui lié aux guerres.

Et dans les pays du Nord, la pollution touche d'abord les pauvres. Les classes populaires vivent souvent dans les quartiers les plus sujet à la pollution, notamment industrielle. Et elles sont plus touchées en terme de mortalité : à Paris, le risque de mort lors des pics de pollution est 3,5 fois plus importants dans les classes populaires.

La FSU est bien entendu parti prenante des mobilisations portées par la coalition climat. Parce que, dans cet affrontement qui se joue sur le terrain climatique, elle défend l'intérêt général, qui est une autre façon de dire l'intérêt du plus grand nombre face à ceux qui profitent du régime des inégalités. Le fait que la question écologique est aussi une question syndicale ne va pas d'emblée de soi. Pourtant. Quand on la prend du point de vue des inégalités, on touche au coeur de notre travail. Lutter contre les inégalités, y compris climatique, c'est lutter pour le bien commun. Pour les services publics et ses usagers. Pour le salariat.

Alors il est essentiel de faire de cette question un axe important de ce que l'on dit à la profession dans notre presse, nationale et locale, et de participer des échéances de construction des mobilisations proposées par la coalition climat. Les trois et quatre octobre, 500 personnes, dont 200 internationaux participeront au dernier WE de préparation des mobilisations de décembre. Un peu partout des collectifs locaux se montent. Puis les 28 et 29 novembre, et à partir du 5 décembre, seront les moments de la mobilisation à Paris avec comme point d'orgue la journée du 12 décembre pour une action de masse pour montrer que les possibles existent..

Car il y aura bien un enjeu dans ce mois de décembre. Faire, que des deux rassemblements sur le climat, celui des gouvernants et le nôtre, on se souvienne d'abord de celui qui prône une lutte réelle contre le dérèglement climatique et qui défende l'idée d'une véritable justice sur cette question.